Collège d'autorisation et de contrôle

Décision du 19 avril 2012

(Dossier d'instruction n° 52-11)

En cause l'ASBL Studio Tre, dont le siège social est établi rue de Châtelet, 293 à 6030 Charleroi ;

Vu le décret coordonné sur les services de médias audiovisuels, et en particulier les articles 136, § 1^{er}, 12° et 159 à 161 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat d'instruction du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu les griefs notifiés à l'ASBL Studio Tre par lettre recommandée à la poste du 19 janvier 2012 :

« de ne pas avoir diffusé au cours de l'exercice 2010 :

- 4,5 % d'œuvres musicales émanant de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs indépendants dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, en contravention aux engagements qu'elle a pris dans le cadre de la réponse à l'appel d'offres du 4 juillet 2008 pour l'attribution des radiofréquences pour la diffusion de services de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre ;
- 50 % de programmes en langue française, en contravention à l'article 53, § 2, 1°, c) du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels. »

Entendu Monsieur Giuseppe Coniglio, Président, en la séance du 8 mars 2012.

1. Exposé des faits

Le 29 septembre 2011, le Collège d'autorisation et de contrôle rend un avis relatif au respect des engagements et obligations de l'éditeur Studio Tre ASBL pour le service Radio Italia au cours de l'exercice 2010. Il y constate que cet éditeur n'a pas respecté ses obligations en matière de promotion culturelle, de programmes en langue française, d'œuvres musicales de langue française et d'œuvres musicales de la Communauté française et transmet dès lors le dossier relatif à ces manquements au Secrétariat d'instruction pour suite utile.

S'agissant plus particulièrement des programmes en langue française, l'éditeur déclare n'en avoir diffusé que 14 % alors que la dérogation qu'il a obtenue pour diffuser des programmes en italien lui impose de maintenir une proportion de 50 % de programmes en français.

S'agissant des œuvres musicales de la Communauté française, l'éditeur est incapable de déterminer s'il a bien respecté le quota légal de 4,5 % auquel il s'est engagé mais il ressort de la journée d'échantillon fournie dans le cadre du contrôle annuel qu'il n'en a diffusé qu'1 % pour la journée concernée.

Le 18 novembre 2011, le Secrétariat d'instruction invite l'éditeur à lui communiquer ses observations par rapport aux différents manquements relevés par le Collège.

Le 30 novembre 2011, l'éditeur adresse ses observations au Secrétariat d'instruction.

Le 23 décembre 2011, le Secrétariat d'instruction informe l'éditeur du classement sans suite de l'aspect « promotion culturelle » de l'instruction qu'il avait ouverte. Dans son rapport d'instruction déposé

ultérieurement, il renoncera également à solliciter la notification d'un grief concernant la diffusion d'œuvres musicales de langue française.

2. Arguments de l'éditeur de services

Dans son courrier du 30 novembre 2011 et lors de son audition, l'éditeur a fait valoir les arguments suivants.

S'agissant du grief relatif à la proportion de programmes diffusés en langue française, il indique que son service n'a réellement commencé à démarrer qu'en septembre 2010. A cette époque, il n'avait pas encore trouvé d'animateurs francophones. Il ajoute qu'il n'en a toujours pas trouvé à l'heure actuelle mais qu'il cherche activement à recruter des animateurs capables de s'exprimer en français à l'antenne. Il indique avoir fait de la promotion à cet égard et avoir pris contact avec le consulat italien et le monde associatif. Par ailleurs, il soulève également un problème lié aux bulletins d'information : il les diffuse en langue italienne car il peut facilement se les procurer auprès d'un prestataire italien. Il ignore si un tel service existe pour des bulletins d'information en langue française mais si tel devait être le cas, il ne serait pas opposé à y recourir. Il indique ne certainement pas vouloir diffuser un programme à 100 % italien et souhaiter respecter les conditions de la dérogation qui lui a été accordée.

S'agissant du grief relatif à la diffusion d'œuvres musicales émanant de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs indépendants dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale (ci-après œuvres musicales « de la Communauté française »), l'éditeur relève que ce n'est pas parce qu'il n'a pas été à même de fournir des chiffres précis sur le nombre de titres diffusés qu'il n'en a pas diffusé du tout. Il ajoute que la faible proportion d'œuvres musicales de la Communauté française mesurée par les services du CSA sur la journée d'échantillon s'explique par le fait que cette journée était un samedi et que « *le programme du week-end est beaucoup plus 'italien' que la semaine* ». Il explique également que, jusqu'il y a peu, il ne savait pas quels morceaux pouvaient être classés dans la catégorie des œuvres de la Communauté française, ce qui rendait difficile l'application de la règle. Il précise qu'il a désormais bien compris que certains morceaux italophones peuvent tomber dans cette catégorie et s'engage à y être plus attentif à l'avenir.

3. Décision du Collège d'autorisation et de contrôle

3.1. Sur le grief relatif à la proportion de programmes diffusés en langue française

Selon l'article 53, § 2, 1°, c) du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels (ci-après, « le décret ») :

« Sans préjudice des dispositions énoncées à l'article 105, le cahier des charges des éditeurs de services sonores prévoit, outre les obligations visées à l'article 36 :

1° en ce qui concerne le contenu du service sonore : (...)

c) l'obligation d'émettre en langue française, hors la diffusion de musique pré-enregistrée, sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et contrôle en vue de favoriser la diversité culturelle et linguistique des services ; »

Cette disposition n'autorise donc les éditeurs de services sonores à diffuser des programmes en langue étrangère que moyennant dérogation accordée par le Collège.

En l'espèce, le Collège a accordé, le 4 décembre 2008, une dérogation à l'éditeur aux conditions suivantes :

« Le Collège d'autorisation et de contrôle décide d'autoriser Studio Tre ASBL à déroger à l'obligation d'émettre en langue française pour son service « Radio Italia ». L'éditeur est autorisé à émettre en langue italienne à concurrence de 50% du temps d'antenne hebdomadaire, hors plages de musique continue, selon les modalités décrites ci-dessous, pour une durée de trois ans renouvelable. La dérogation est accordée moyennant les conditions suivantes :

- 1. L'éditeur est tenu de fournir au CSA, sur simple demande, la traduction intégrale de tout propos tenu sur antenne dans une autre langue que le français ;*
- 2. Les contenus faisant l'objet d'un traitement journalistique ne peuvent être diffusés dans une langue autre que le français qu'au prorata du pourcentage de la dérogation octroyée ci-dessus, soit 50 % ;*
- 3. L'éditeur fera rapport annuellement de l'usage qu'il fait de la présente dérogation, selon les modalités arrêtées par le Collège à l'occasion de chaque rapport annuel.*

Modalités d'application de la dérogation :

- 1. Le temps d'antenne hebdomadaire est divisé en 168 heures d'horloge de 60 minutes de l'heure 0 à l'heure 59 qui constituent autant de plages horaires.*
- 2. Au sein d'une plage horaire, l'intervention parlée est définie comme un temps de parole non chantée, séparant des plages musicales, des éléments d'habillage d'antenne ou des plages de communication publicitaire. La communication publicitaire est exclue du calcul et n'est pas considérée comme de l'intervention parlée.*
- 3. Les plages horaires ne comportant pas plus de trois interventions parlées et ne totalisant pas plus de 5 minutes d'interventions parlées sont exclues du total de ces 168 plages horaires. Il en va de même pour les plages horaires où aucun service n'est diffusé. L'exclusion de ces plages horaires permet de parvenir à un nombre p de plages horaires parlées.*
- 4. Chaque plage horaire constituant ce total p de plages horaires parlées est analysée en fonction de son bilan linguistique, soit la durée cumulée des interventions parlées dans chaque langue utilisée. Pour chaque plage horaire parlée, ce bilan peut être soit majoritairement francophone si la durée des interventions parlées en français y est plus importante que celle des interventions dans l'autre langue, soit majoritairement non francophone si la durée des interventions parlées en français y est minoritaire ou nulle.*
- 5. L'éditeur est autorisé à diffuser un nombre $p \cdot 50\%$ de plages horaires majoritairement non francophones, c'est-à-dire où la durée cumulée des interventions parlées en français est minoritaire ou inexistante. Pour les autres plages horaires parlées, le bilinguisme est autorisé pour autant qu'elles restent majoritairement francophones.*
- 6. La présente dérogation définit un plafond maximal. L'éditeur est libre d'user de la dérogation en deçà de ce plafond. »*

Toute diffusion de programmes en langue étrangère méconnaissant les conditions de cette dérogation doit être considérée comme une diffusion non couverte par la dérogation et donc comme une violation de l'article 53, § 2, 1°, c) du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels.

En l'occurrence, l'éditeur déclare n'avoir diffusé que 14 % de programmes en langue française pour l'exercice 2010 au lieu des 50 % requis par la dérogation. Le grief est donc établi.

Les arguments soulevés par l'éditeur pour justifier la méconnaissance son engagement sont en outre par trop légers. S'il affirme vouloir engager des animateurs francophones, les efforts accomplis jusqu'à présent dans ce but semblent peu efficaces. Ainsi, l'éditeur indique avoir pris contact avec le consulat d'Italie. Il produit également un flyer distribué au public et invitant à s'adresser à lui toute personne intéressée pour réaliser un programme radiophonique, mais ce flyer est rédigé exclusivement en

Italien. D'autres moyens, comme par exemple le démarchage auprès d'étudiants ou de diplômés d'écoles de journalisme de la Communauté française, apparaîtraient comme nettement plus pertinents pour recruter des animateurs maîtrisant la langue française. Le Collège est d'avis qu'il doit être possible, dans la région de Charleroi, de trouver des personnes capables de s'exprimer aisément dans les deux langues.

Considérant dès lors que l'éditeur n'a pas pris de mesures suffisantes pour remplir effectivement ses engagements, le Collège estime qu'il est fait une juste appréciation de l'article 159 du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels en adressant à l'ASBL Studio Tre un avertissement.

En conséquence, après en avoir délibéré et en application de l'article 159, § 1^{er}, 1^o du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels, le Collège d'autorisation et de contrôle adresse à l'ASBL Studio Tre un avertissement.

Le Collège sera, en outre, particulièrement attentif, à l'avenir, au respect par l'éditeur des conditions de sa dérogation et aux efforts d'ouverture à la langue française qu'il accomplira, notamment en engageant un ou des animateur(s) francophone(s)

3.2. Sur le grief relatif à la diffusion d'œuvres musicales de la Communauté française

Selon l'article 53, § 2, 1^o, d) du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels (ci-après, « le décret ») :

« Sans préjudice des dispositions énoncées à l'article 105, le cahier des charges des éditeurs de services sonores prévoit, outre les obligations visées à l'article 36 :

1^o en ce qui concerne le contenu du service sonore : (...)

d) le cas échéant, et sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de garantir la diversité linguistique et culturelle, l'obligation de diffuser annuellement au moins 30% d'œuvres musicales de langue française et au moins 4,5% d'œuvres musicales émanant de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs indépendants dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale. »

En l'espèce, il ressort de l'échantillon produit par l'éditeur pour l'exercice 2010 et à défaut de calcul réalisé par ses soins que la proportion d'œuvres musicales de la Communauté française diffusée sur ses ondes ne s'élevait qu'à 1 %. Le grief est donc établi.

Considérant toutefois que l'éditeur paraît de bonne foi lorsqu'il indique avoir longtemps ignoré quels morceaux pouvaient exactement tomber dans le quota et considérant qu'il s'engage, à l'avenir, à respecter celui-ci, le Collège n'estime pas opportun de sanctionner l'éditeur pour ce grief.

Il sera cependant très attentif, à l'avenir, au respect, par l'éditeur, du quota d'œuvres musicales de la Communauté française que lui impose le décret.

Fait à Bruxelles, le 19 avril 2012.